

Les archives pour ne pas avoir à mentir

Jens Boel et Perrine Canavaggio avec Charles Kecskeméti

« Je suis devenu archiviste parce que je ne voulais pas mentir ». C'est Charles Kecskeméti, responsable du secrétariat du Conseil international des Archives (ICA) pendant 41 ans, de 1957 à 1998, qui nous parle, par ce bel après-midi de mai, à son domicile d'Antony au sud de Paris. En tant que « Monsieur ICA », il s'est rendu dans une centaine de pays pour promouvoir le développement mondial des politiques et des pratiques archivistiques. Il nous raconte comment il est devenu archiviste après avoir fait des études d'histoire, sa passion initiale. « Enseigner des mensonges n'était pas possible pour moi et en tant qu'historien en Hongrie au début des années 50, cela aurait été mon destin. »

Les débuts

Charles Kecskeméti est né à Budapest le 19 août 1933. Ses parents étaient professeurs de langues (allemand, français et anglais). Après quelques années d'enseignement au lycée juif de Budapest, son père fut engagé par le quotidien *Pester Lloyd* où il était chargé des affaires internationales. Le 19 mars 1944, la Hongrie fut occupée par les Allemands. Avec d'autres journalistes juifs, il fut placé, à la fin du mois d'avril, dans un camp d'internement d'où il fut déporté à Auschwitz en juin. Il n'en revint pas. Grâce à quelques « Justes parmi les nations », la mère de Charles put organiser sa survie dans la clandestinité et celle de ses trois enfants à Budapest. Charles Kecskeméti se souvient encore du siège de Budapest par les forces soviétiques et roumaines qui libérèrent la ville. Le siège dura de fin 1944 jusqu'à mi-février 1945. « Nous étions cachés dans une maison qui était bombardée des deux côtés mais pas au milieu où nous nous trouvions. Après cette expérience je n'ai plus jamais eu peur des risques physiques. »

Après une première année à l'université en économie politique, il s'inscrit en histoire à la Faculté des Lettres de Budapest et choisit le cursus des archives en 3e année. Il n'a jamais regretté son choix et ce métier l'a comblé. A la fin de ses études en 1955, il effectue son stage à Sopron près de la frontière autrichienne et il est nommé ensuite archiviste adjoint aux Archives départementales de Pest.

La rencontre avec Charles Braibant

Donc, pour ne pas avoir à mentir, à 22 ans, Charles Kecskeméti devient archiviste. Pas tout à fait un archiviste comme un autre puisqu'il avait eu la chance de passer 18 mois en France

d'août 1946 à janvier 1948, avec ses deux sœurs, conformément à la volonté de sa mère et dans le cadre d'une action financée par différents organismes. Après avoir obtenu le certificat d'études en juin 1947, il passa un trimestre dans un lycée à Saint-Germain en Laye. Il maîtrisait donc la langue française et c'est pour cette raison qu'on lui demanda en juin 1956 d'assister, en tant qu'interprète, Charles Braibant, directeur général des Archives de France et président d'honneur de l'ICA, venu en Hongrie à l'occasion du Bicentenaire des Archives nationales. Il l'a ainsi côtoyé pendant les séances du Congrès et lors de l'excursion à la ville d'Eger.¹

« Charles Braibant était un homme extraordinaire. Il avait une personnalité attachante et une intelligence rayonnante. Sa grande gentillesse était son trait le plus saillant.

Je l'ai emmené à l'île Marguerite² où l'on pouvait parler sans être écouté et surveillé. Là, je lui ai parlé de la situation politique en Hongrie. A l'époque, je faisais partie d'un groupe d'étudiants et de chercheurs de la Faculté d'Histoire qui s'appelait le club Kolkhoze (du nom donné par les habitués à la brasserie du quartier du château à Buda où le groupe se réunissait). On y parlait politique tout le temps. Après le XX^e congrès du Parti communiste de l'Union soviétique qui avait officialisé la déstalinisation en février 1956, il y eut un certain dégel dans le bloc soviétique, en Hongrie comme ailleurs, et il devint plus facile de se réunir et de discuter. J'ai raconté tout cela à Charles Braibant et pour cette raison il fut beaucoup moins surpris que les autres occidentaux quand la révolution hongroise éclata en octobre de cette même année. »

Charles Braibant l'invita à venir au Stage technique international des archives qui devait se dérouler de janvier à avril 1957 aux Archives nationales de France. Cette invitation sera déterminante pour le parcours de Charles Kecskeméti après la révolution hongroise.

La révolution de 1956

« J'ai participé aux événements et à la première manifestation du 6 octobre, 17 jours avant l'éclatement de la révolution. C'était une petite manifestation d'une centaine de personnes qui avait lieu à l'occasion des funérailles solennelles de László Rajk, exécuté en 1949 comme traître à la classe ouvrière (c'était un des procès imitant ceux de Moscou) et réhabilité en 1956. On commémorait aussi ce jour-là l'exécution en 1849 de treize généraux de l'armée révolutionnaire par les Autrichiens après la défaite de la révolution [de 1848]. Nous avions deux gerbes et nous sommes allés en porter une au monument du président du Conseil [Batthyány] exécuté le même jour. Nous nous attendions à une intervention de la police mais rien ne s'est passé.

Le 23 octobre avait lieu la manifestation de solidarité avec les Polonais et le 4 novembre l'intervention des Russes. Pendant la révolution, le groupe Kolkhoze était chargé de veiller sur les armes dans la cave de la Faculté d'Histoire. Quand nous avons voulu y retourner après avoir porté un papier à faire paraître dans un journal, nous n'avons pas pu le faire car le petit boulevard était pris sous le feu des chars russes. Nous avons demandé l'hospitalité dans un foyer d'étudiantes. Fin octobre, je suis allé à Sopron pour contacter les étudiants de l'Ecole des eaux et forêts et rencontrer mon ancien patron aux Archives qui était président du conseil révolutionnaire de la ville. »

1 Située à une centaine de km de Budapest, Eger est, entre autres, réputée pour l'excellence de ses vins.

2 Située sur le Danube, entre Buda et Pest.

N'osant plus retourner chez lui, après quelques jours passés chez son oncle, Charles Kecskeméti dut prendre le chemin de l'exil. Il gagna d'abord l'Autriche, où il fut hébergé dans une des chambres d'hôtes de la Direction générale des Archives d'État. Puis, avec l'aide de l'ambassade de France, il prit le train pour Paris.

L'arrivée à l'ICA

« Quand je suis arrivé à Paris le 25 novembre, j'ai immédiatement appelé Charles Braibant. Il m'a aussitôt invité à venir déjeuner chez lui ». Grâce à son soutien, le jeune exilé obtient, à partir de janvier 1957, un poste de vacataire aux Archives du ministère de la France d'Outre-Mer. Pendant les premiers mois, il occupe ce poste tout en participant, comme prévu, au Stage technique international. A l'issue du stage, il est recruté en juin 1957 comme archiviste contractuel par les Archives nationales et affecté au Service des stages et des relations internationales, dirigé alors par Albert Mirot (1902–1984). C'est avec Robert-Henri Bautier (1922–2010) qu'il apprend le métier et complète la formation qu'il avait reçue en Hongrie d'Iván Borsa (1917–2006).³ Il soutiendra à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne sa thèse de doctorat sur le libéralisme hongrois⁴ en 1980.

Charles Kecskeméti est mis à la disposition de l'ICA en juin 1957 et ce fut le début de l'engagement de toute une vie au sein de cette organisation.

« A mon arrivée au Conseil international des Archives il n'y avait pas de secrétariat. Les congrès avaient été organisés en 1950 (à Paris), 1953 (à La Haye) et 1956 (à Florence). Ce furent de grands moments auxquels participèrent des centaines d'archivistes, très loin de l'idée reçue selon laquelle l'ICA aurait été une sorte de petit club réservé aux archivistes nationaux. La première Conférence internationale de la table ronde des archives (CITRA) a été organisée à Paris en 1954. L'idée venait de Miguel Bordonau⁵ et c'est Charles Braibant qui l'a créée. La revue *Archivum* existait déjà depuis 1950, comme le comité de terminologie, établi à l'initiative de Robert-Henri Bautier, qui a publié le premier lexique Elsevier. Mais il n'y avait pas de véritable secrétariat et c'était à moi de le créer. Au début j'étais seul, même s'il y avait des bénévoles de grande qualité. Ensuite j'ai eu une assistante⁶ ce qui fut un soulagement et m'a permis de consacrer plus de temps au travail professionnel. »

Charles Kecskeméti a commencé par s'occuper de la bibliographie internationale d'*Archivum* et dès 1958, après le départ de R. H. Bautier, il est devenu le rédacteur adjoint puis le rédacteur de cette revue qui lui tient à cœur. La même année était lancé le projet qu'il considère comme le plus important jamais mis en œuvre par l'ICA, le *Guide des Sources de l'Histoire des Nations*, dont il a assuré l'administration et dont la publication en 60 volumes, commencée au début des années 60, s'est poursuivie jusqu'à 1990.

« Le *Guide* était pensé comme un outil pour accompagner et aider les anciennes colonies sur leur route vers l'indépendance. Ce travail archivistique et historique, réalisé par l'ICA avec l'aide et sous les auspices de l'UNESCO, a joué un rôle dans le processus de la décolonisation. A mon avis, c'est la plus grande réalisation de l'ICA.

³ Directeur du centre national des archives de Hongrie de 1950 à 1957.

⁴ Elle a été publiée vingt ans plus tard sous le titre : *Le libéralisme hongrois. 1790–1848*, Paris, Honoré Champion, 2010.

⁵ Directeur général des archives et bibliothèques d'Espagne de 1947 à 1951.

⁶ Annick Carteret qui a travaillé au Conseil international des archives de 1975 à 2015.

Pendant les premières décennies, l'UNESCO fut le partenaire par excellence de l'ICA. La décision de créer le Conseil y avait été prise dès 1946 et un comité avait été chargé en 1948 de préparer le premier congrès. Les difficultés rencontrées pour faire admettre l'existence des Archives en tant qu'institutions non couvertes par les bibliothèques ont disparu avec l'arrivée d'Alfred Wagner.⁷ J'avais d'ailleurs été chargé de lui proposer le poste et m'étais rendu en Allemagne pour cela. Les rapports se sont resserrés et je travaillais quotidiennement avec lui, en étroite coopération, pour les grands projets qui étaient financés par la division Culture. J'ai ensuite travaillé avec son successeur, Frank B. Evans. Les années Wagner et Evans ont été l'âge d'or de la coopération entre l'ICA et l'UNESCO. »

Les grandes actions

« Une des actions emblématiques fut la création des écoles d'archives, notamment celle de Dakar. L'UNESCO et l'ICA partageaient la volonté d'aider les pays en voie de développement. Pour l'ICA il s'agissait aussi d'assurer la professionnalisation du métier d'archiviste. Nous avons commencé à travailler sur le projet de l'école de Dakar en 1967 et je suis parti en mission au Sénégal l'année suivante. Ensuite le processus a duré quelques années avant d'aboutir à l'ouverture, en 1971, de la section archives de l'école qui ne formait alors que des bibliothécaires. Le président Léopold Senghor s'intéressait personnellement et de très près au projet. Je me rappelle être allé le rencontrer avec Jean-François Maurel⁸ et Amadou Bousso, le directeur de l'école. Il avait une grande curiosité intellectuelle. Au début il ne nous a pas du tout parlé des archives puis, quand il a découvert que j'étais hongrois, il m'a posé des questions sur les langues finno-ougriennes. Heureusement, je venais de lire un petit manuel sur la question et j'ai donc pu répondre à ses questions ! Ensuite nous avons parlé de l'école archivistique et il a exprimé son soutien. J'ai eu l'impression qu'il a vu la création de cette école comme un élément dans la construction de la nation. Il s'intéressait à la profession. Il inaugura la Conférence générale sur la planification du développement des archives dans le Tiers-Monde, tenue sous ses auspices à Dakar en janvier 1975. Abou Diouf, Premier ministre du Sénégal, appuyait également l'action pour le développement des archives en Afrique.

Parmi les autres grandes actions menées par l'ICA en collaboration étroite avec l'UNESCO, il convient de mentionner les études RAMP (acronyme anglais du *Records and Archives Management Programme* ou Programme de l'UNESCO pour les archives), initiées en 1979. L'idée venait de Frank B. Evans, responsable de ce programme jusqu'en 1984. Les études RAMP ont été publiées jusque dans les années 90 avec pour objectif de contribuer au développement des politiques et des activités des archives partout dans le monde. L'expertise venait de l'ICA. Ces études concernaient tous les domaines des archives, les questions techniques, les normes et les technologies, ainsi que les grands enjeux politiques, comme la préservation et la communication. Je pense qu'on peut dire que ces textes sont devenus des documents de référence, très utilisés aussi pour la formation dans le monde entier, dans les pays développés aussi bien que dans les pays en voie de développement.

Bien évidemment, il y a eu beaucoup d'autres activités importantes et certaines pourraient encore aujourd'hui inspirer la communauté internationale des archivistes. Un exemple est la question des contentieux archivistiques et la restitution éventuelle des archives. Cette

⁷ Alfred Wagner (1919–2008) a été chargé du programme des archives (Programme Specialist in Archives) à l'UNESCO de 1968 à 1975.

⁸ Directeur des archives du Sénégal de 1954 à 1976.

question a donné lieu à des études approfondies de l'ICA, notamment à la fin des années 70 et au début des années 80.

Tandis que le *Guide des sources* est, à mon avis, le plus important projet mené à bien par l'ICA, l'initiative globale la plus significative est la création des branches régionales. C'est l'expert néerlandais basé en Malaisie, F.P.J. Verhoeven qui en a eu l'idée et je suis allé en 1968 à Kuala Lumpur pour rencontrer Alwi Jantan, le directeur des Archives nationales. La toute première branche a été celle d'Asie du Sud-Est créée en 1968, et elle a été suivie par celle d'Afrique de l'Est et du Sud, et par celle des pays arabes. Cinq des branches fonctionnaient dès 1976, quatre autres allaient être créées entre 1981 et 1993. C'était très important puisque les branches régionales rendaient l'ICA véritablement universel et lui assuraient un ancrage dans toutes les régions et presque tous les pays du monde. Les branches ainsi créées étaient appelées à relever les défis professionnels dans les pays du « Sud », les pays en voie de développement.

L'idée des sections est venue ensuite des associations professionnelles qui cherchaient à contrebalancer le poids des Archives nationales au sein de l'ICA. Les premières, la Section des Associations professionnelles d'archivistes (SPA) et la Section des Archivistes des organisations internationales (SIO), ont été créées en 1976. »

La Guerre froide et l'ICA

« Mon approche a toujours été celle de l'efficacité et du pragmatisme. Il fallait faire travailler les archivistes ensemble sur des projets concrets. Je ne pense pas que mon histoire personnelle ait créé des problèmes dans le contexte de la Guerre froide. Peut-être une seule fois, avant le congrès de l'ICA à Moscou en 1972, quand le directeur général des archives de l'URSS, Gennadi Belov a exigé mon licenciement. Mais finalement c'est lui qui a été remercié et remplacé... Il était en effet difficile d'avoir pour président de l'ICA un professionnel qui faisait la distinction entre les archives des pays socialistes et celles des pays capitalistes ! Et j'ai entretenu d'excellentes relations avec son successeur, Filip Ivanovitch Dolgih⁹ qui a été nommé à sa place avant le Congrès et allait présider l'ICA jusqu'au congrès de Washington en 1976.

C'est avec la Hongrie, la Pologne et la Yougoslavie que les relations étaient les plus étroites. Elles étaient un peu plus distantes avec la Tchécoslovaquie. Avec la RDA [ancienne République démocratique allemande], elles étaient facilitées par le fait que Klaus Oldenhage, vice-président du Bundesarchiv,¹⁰ était chargé des contacts avec Potsdam. Les discussions que j'ai eues avec les collègues est-allemands en 1986 m'ont d'ailleurs fait penser que la réunification se ferait dans un avenir proche.

L'effondrement de l'URSS et du bloc soviétique a provoqué un changement radical dans la stratégie et les priorités de l'ICA. À partir de ce moment les deux problèmes majeurs à traiter ont été la démocratisation des archives et la modernisation, notamment technologique. La question se trouvait compliquée par le fait qu'il y avait dans tous les régimes communistes, sauf en Chine, un double réseau d'archives – celles du Parti et celles de l'Etat – le système archivistique soviétique ayant été repris par les démocraties populaires. Il fallait donc à la fois régler le sort des archives du Parti disparu et définir une politique d'accès normale pour les autres archives, en mettant fin au régime du secret. C'est dans ce contexte que la coopération

⁹ Directeur du musée historique de Moscou lors de sa nomination à la tête des Archives d'État de l'URSS.

¹⁰ Trésorier de l'ICA de 1985 à 2000.

avec le Conseil de l'Europe s'est développée. Les archives du Parti ont été partout versées aux Archives nationales et la libéralisation de l'accès a été consacrée par la Résolution (2000) 13 du Conseil de l'Europe, premier texte intergouvernemental dans ce domaine.

Le projet de numérisation des archives du Komintern était aussi au cœur de ce nouveau partenariat. Avec Bernhard Bayerlein,¹¹ nous avons proposé aux Russes d'utiliser le logiciel élaboré pour l'Archivo general de Indias de Séville. Le projet, contraire à leur culture de l'opacité, a rencontré des résistances mais Kirill Anderson, responsable des Archives d'État de l'histoire socio-politique (RGASPI) qui conservaient les fonds du Komintern, y était favorable et il a été soutenu par Vladimir Kozlov, chef de l'Agence fédérale des Archives de Russie (Rosarhiv). C'était pour eux l'occasion de moderniser et ouvrir les archives. »

L'accès aux archives

« Si le projet le plus important de l'ICA a été la publication du *Guide des sources de l'histoire des nations* et l'initiative globale la plus significative la mise en place des branches régionales, je pense que l'objectif continu de l'ICA a été de faciliter l'accès aux archives. C'est une idée fédératrice qui constitue un fil conducteur. Dès le premier congrès, en 1950, la libéralisation de l'accès a fait l'objet d'une décision et elle a été ensuite à l'ordre de jour de toutes les réunions de l'ICA. Après la Seconde Guerre mondiale, la règle générale d'accès était le délai de 50 ans. De façon assez consensuelle et sous la pression des historiens, le délai général fut réduit, dans un nombre croissant de pays, à 30 ans, avec les exceptions nécessaires pour protéger les intérêts publics et privés. Mais les questions d'accès étaient présentes de multiples manières, la parution du *Guide des sources* en était une, le projet *Komintern* une autre. Il s'agit d'un enjeu qui a toujours été et qui reste au cœur de l'action de l'ICA. »

Ne jamais abandonner !

Avoir réussi à obtenir des succès collectifs est le plus grand objet de fierté de Charles Kecskeméti et, s'il devait exprimer des regrets, ce serait de n'avoir pu mener à bien le projet d'archives du climat ni celui de la reconstitution des archives de la Pologne.

Interrogé sur l'avenir de la profession et les conseils qu'il pourrait donner aux jeunes professionnels aujourd'hui, à l'heure du tout numérique et de la mondialisation, il n'a aucune hésitation :

« Veiller surtout à maintenir le caractère scientifique de la profession. Ne jamais abandonner le lien avec l'histoire et la recherche historique. Et de ne pas sacrifier tout sur l'autel du management ! »

Témoignage recueilli par Jens Boel et Perrine Canavaggio le 23 mai 2019
jens.boel3@gmail.com, pcanavaggio80@gmail.com

11 Historien allemand spécialiste de l'Amérique latine (Brésil).

Archives: so that I didn't have to lie

Jens Boel and Perrine Canavaggio with Charles Kecskeméti

“I became an archivist because I didn't want to lie”. Charles Kecskeméti, head of the Secretariat of the International Council on Archives (ICA) for 41 years between 1957 and 1998, is talking with us, on a beautiful May afternoon, at his home in Antony, south of Paris. As “Mr. ICA”, he visited some 100 countries to encourage the global development of archival policy and practice. He told us how he became an archivist after having studied history, his first passion. “But it wasn't possible for me to teach lies, and that, in Hungary in the early 1950s, would have been my fate.”

Beginnings

Charles Kecskeméti was born in Budapest on 19 August 1933. His parents were language teachers (of German, French and English). After several years teaching at the Jewish *lycée* in Budapest, his father joined the [German-language] daily paper, *Pester Lloyd*, responsible for its international coverage. On 19 March 1944, Hungary was occupied by the Germans. Along with other Jewish journalists, he was initially placed in an internment camp before being deported, in June, to Auschwitz. He never returned. Thanks to some of those later named “Righteous among the Nations,” Charles's mother was able both to organize her own survival in hiding, and that of her three children in Budapest. Charles Kecskeméti still remembers the siege of Budapest by Soviet and Rumanian forces which liberated the city. The siege lasted from the end of 1944 until mid-February 1945: “We were hidden in a house which was bombed on both sides, but not in the middle, where we were. After that experience, I never again had any fear of physical dangers.”

After a first year at university studying political economy, he registered for history in the Faculty of Arts in Budapest choosing the archival curriculum in his third year. He never regretted this choice, and the profession satisfied him completely. At the end of his studies in 1955, he had a placement at Sopron, close to the Austrian border, and was subsequently appointed assistant archivist in the county archives of Pest.

Meeting with Charles Braibant

So, in order not to have to lie, Charles Kecskeméti became, at the age of 22, an archivist. But not quite a typical archivist because he had, between August 1946 and January 1948, been given the opportunity, along with his two sisters, to spend 18 months in Paris, something

which was in accordance with his mother's wishes, and which was funded by several different organizations. Having gained his elementary school leaving certificate in June 1947, he spent one term at a *lycée* in Saint-Germain en Laie. Here he mastered the French language, and it was because of this that he was asked, in June 1956, to act as interpreter for Charles Braibant, Director-General of the Archives de France, and honorary ICA President, who was in Hungary for the bicentenary of the country's national archives. He accompanied Braibant during the conference sessions and for the excursion to the town of Eger.¹

"Charles Braibant was an extraordinary man. He had an engaging personality and a dazzling intelligence. His great kindness was his most salient characteristic.

I took him to Margaret Island² where we could talk without being overheard or watched. There, I talked to him about Hungary's political situation. At the time, I was part of a group of students and researchers from the Department of History called the Kolkhoze Club (after the name given by its regulars to the brasserie near to the Buda castle, and where the group met). We talked about politics the whole time there. After the 20th Congress of the Communist Party of the Soviet Union in February 1956 made de-Stalinisation the party line, there was a certain amount of thawing within the Soviet bloc, in Hungary as elsewhere, and it became easier to meet and debate. I talked about all this with Charles Braibant and because of it he was much less surprised than others in the West when the Hungarian uprising broke out in October of the same year."

Charles Braibant invited Kecskeméti to attend the Stage Technique International des Archives which was to take place between January and April 1957 at the French National Archives. It was this invitation that was to determine the course taken by Charles Kecskeméti after the Hungarian revolution.

The 1956 uprising

"I took part in the events, and was in the first demonstration on 6 October, seventeen days before the outbreak of the revolution. That was just a small demonstration of around a hundred people at the funeral of László Rajk, who had been executed in 1949 as a traitor to the working class (in a trial mimicking those held in Moscow) but who was rehabilitated in 1956. The same day was also a commemoration of the execution by the Austrians in 1849 of thirteen generals of the revolutionary army, following the suppression of the revolution [of 1848]. We had two wreaths and went to place one on the monument to the Prime Minister [Batthyány] who had been executed on the same day. We were expecting to be interrupted by the police, but nothing happened.

On 23 October there was a demonstration in solidarity with the Poles and on 4 November came the Russian intervention. During the revolution, the Kolkhoze group was responsible for weapons held in the cellars of the Faculty of History. When we wanted to get back there, after we'd delivered an article to appear in a newspaper, we couldn't do it because the narrow street was under fire from Russian tanks. We asked for shelter in a student residence. At the end of October I went to Sopron to contact the students of the School of Mining and Forestry and to meet up with my former boss at the Archives who was chairman of the city's revolutionary council."

1 Some 100 km from Budapest, Eger is renowned, among other things, for the excellence of its wines.

2 An island in the Danube, between Buda and Pest.

Not daring to return home, and after several days spent with his uncle, Charles Kecskeméti had to take the path of exile. He went first to Austria, where he stayed in one of the guest rooms of the Directorate of the State Archives. Then, helped by the French embassy, he took the train for Paris.

Joining the ICA

“When I arrived in Paris on 25 November, I first of all called Charles Braibant. He instantly invited me to dinner at his home.” Thanks to [Braibant’s] support, the young exile obtained, at the start of January 1957, a contract post in the archives of the Ministère de la France d’Outre-Mer [Ministry of France Overseas Territories]. For the first few months, he held this post whilst also participating, as arranged, in the Stage Technique International. At the end of the Stage, in June 1957, he was engaged by the National Archives and assigned to the Department of *Stages* and International Relations, then headed by Albert Miro (1902–1984). It was with Robert-Henri Bautier (1922–2010) that he learnt his profession, completing the training that he had received in Hungary with Iván Borsa (1917–2006).³ He submitted his doctoral thesis, on Hungarian liberalism, to the University of Paris 1 Pantheon-Sorbonne, in 1980.⁴

Charles Kecskeméti was made available to the ICA in June 1957 and this was the start of his life-long involvement at the centre of the organization.

“When I started at the International Council on Archives there was no secretariat. Congresses had been organised in 1950 (in Paris), 1953 (The Hague) and 1956 (in Florence). These were major events with hundreds of archivists attending, and very far from the popular misconception of the ICA as a kind of exclusive club reserved for national archivists. The first International Round Table Conference on Archives (CITRA) was organised in Paris in 1954. The idea came from Miguel Bordonau⁵ and it was set up by Charles Braibant. The journal *Archivum* had been in existence since 1950, as had the Committee on Terminology – set up on the initiative of Robert-Henri Bautier which published the first Elsevier lexicon. At the start, even allowing for these high calibre volunteers, I was on my own. Later I gained an assistant⁶ which was a relief as it allowed me to devote more time to professional work.”

Charles Kecskeméti started by working on the international bibliography published as an issue of *Archivum* and in 1958, in succession to R.-H. Bautier, he became deputy editor, and then editor of the journal, a role close to his heart. The same year saw the launch of the project which he considers the most important ever undertaken by the ICA, the *Guide to the Sources for the History of Nations*, whose production he oversaw and whose publication, in 60 volumes, started in the early 1960s and continued until 1990.

“The Guide was conceived as a tool to assist and support former colonies on their path towards independence. As an archival and historical task, carried out by the ICA with the help, and under the auspices of UNESCO, it did play a role in the process of decolonisation. In my view, it’s the greatest of ICA’s achievements.

3 Director of the Hungarian National Centre for Archives from 1950 to 1957.

4 Published twenty years later as *Le libéralisme hongrois, 1790–1848* (Paris, Honoré Champion, 2010).

5 Director-General of Archives and Libraries of Spain from 1947 to 1951.

6 Annick Carteret, who worked for the ICA between 1975 and 2015.

During these first decades, UNESCO was the ICA's partner *par excellence*. The decision to create the ICA had been taken in 1946; in 1948 a committee was charged with organizing its first congress. The difficulties which arose in recognizing the existence of Archives in their own right, as institutions distinct from libraries, were resolved with the arrival of Alfred Wagner.⁷ I had in fact been asked to suggest the position to him and went to Germany to that end. Our relationship was a strong one and I worked in close cooperation with him on a daily basis on the major projects sponsored by the Division of Culture. I subsequently worked with his successor, Frank B. Evans. The era of Wagner and Evans was the Golden Age of cooperation between the ICA and UNESCO."

Major achievements

"An emblematic achievement was the establishment of archive schools, and particularly of the one in Dakar. UNESCO and the ICA shared a goal of supporting developing nations. The ICA was also concerned with ensuring the development of archives as a profession. We started working on the project for the Dakar training school in 1967 and the following year I went off on assignment to Senegal. Thereafter the process continued for several years before resulting in the opening, in 1971, of the archival department of the school which, up to that point, had only trained librarians. The President, Léopold Senghor, took a close personal interest in the project. I remember going to meet him with Jean-François Maurel⁸ and Amadou Bousso, the school director. He was a man of great intellectual curiosity. At first he didn't talk to us at all about archives, then, when he discovered that I was Hungarian, he asked me a number of questions about Finno-Ugric languages. Fortunately I'd just read a short textbook on the topic and was able to answer his questions! We went on to discuss the archive school and he expressed his support. I had the impression that he regarded the establishment of the school as an element in the construction of the nation. He took an interest in the profession. In January 1975 he opened the General Conference on the Planning of Archival Development in the Third World, which was held under his auspices in Dakar in January 1975. Abou Diouf, Prime Minister of Senegal, was similarly supportive of moves to develop archives in Africa.

Among the other major achievements of the close collaboration between UNESCO and the ICA, the RAMP programme should be mentioned (RAMP being the acronym of UNESCO's archival programme, the Records and Archives Management Programme). This began in 1979. The idea originated with Frank B. Evans, who led the programme until 1984. The RAMP studies were published until the 1990s and were intended as a contribution to the development of archival policy and practice throughout the entire world. The expertise came from within the ICA. The studies covered every aspect of archival work, technical questions, standards and technologies as well as major political issues such as preservation and access. I think it's fair to say that these texts have become standard reference works, as well as being used internationally for training, in developed countries as much as in the developing world.

Of course, there were many other important activities, some of which could well continue to inspire the current archival international community. One example is archival disputes, and the potential restitution of archives, a problem which was studied in great depth by the ICA, particularly at the end of the 1970s and beginning of the 1980s.

⁷ Alfred Wagner (1919–2008) was Programme Specialist in Archives and Records Management at UNESCO between 1968 and 1975.

⁸ Director of the Archives of Senegal between 1954 and 1976.

While the *Guide to Sources* is, in my opinion, the most important project undertaken by the ICA, its most significant global initiative was the creation of regional branches. It was the idea of F.P.J. Verhoeven, a Dutch expert based in Malaysia, and in 1968 I went to Kuala Lumpur to meet Alwi Jantan, director of the National Archives. The very first region, created in 1968, was South-East Asia, followed by the Eastern and Southern Africa Region, and then by the Arabic countries' group. It was important because these regional branches made the ICA really global and ensured that it had a foothold in every region, and in almost all countries, of the world. The regional branches established in this way were called on to address professional challenges in countries of "the South", of the developing world.

The idea for Sections initially came from professional associations which were looking to balance the influence of national archives within the ICA. The first two sections, created in 1976, were the Section of Professional Associations (SPA) and the Section of International Organizations (SIO)."

The Cold War and the ICA

"My approach has always been one of effectiveness and pragmatism. We had to bring archivists together to work on practical projects. In the context of the Cold War, I don't think that my personal history created any problems. Well, perhaps once, before the 1972 ICA Congress in Moscow, when the Director-General of Archives for the USSR, Gennadi Belov, demanded my dismissal. But in the end, it was him who was thanked and replaced ... Indeed, it was difficult to have, as ICA President, a professional colleague who made the distinction between the archives of socialist nations, and those of capitalist nations! And I maintained excellent relations with his successor, Filip Ivanovic Dolgih,⁹ who was appointed in his place before the Congress, and who went on to preside over the ICA until the 1976 Congress in Washington.

Relationships were closest with Hungary, Poland and Yugoslavia; they were a little more distant with Czechoslovakia. They were made easier in the GDR [former German Democratic Republic] by the fact that Klaus Oldenhage,¹⁰ vice-president of the [West German] Bundesarchiv, was responsible for links with Potsdam. In addition, the discussions I had with East German colleagues in 1986 led me to believe that reunification would take place within the foreseeable future.

The breakup of the USSR and the Soviet Bloc resulted in a radical change to ICA's strategy and its priorities. From then on, the two major problems to tackle were the democratization of archives, and modernization, particularly technological modernization. This was all complicated by the fact that, in all Communist regimes with the exception of China, there was a double system for archives – those of the Party and those of the State – the Soviet archival system having been taken over by the people's democracies. So the fate of the former Party archives had to be sorted out, while, at the same time, a normal access policy for other archives had to be determined, one which would put an end to the regime of secrecy. It was in this context that cooperation with the Council of Europe developed. The Party archives were, everywhere, deposited with the state archives and liberalized access was enshrined by Council of Europe Recommendation 2000 13, the first intergovernmental provision in this area.

⁹ Director of the Moscow Historical Museum before his appointment as head of the USSR State Archives.

¹⁰ Treasurer of ICA between 1985 and 2000.

The project to digitize the Komintern archives was also central to this new partnership. With Bernhard Bayerlein,¹¹ we suggested to the Russians that the software developed for the Archivo General de Indias in Seville could be used. The project, which was not in line with the culture of non-transparency, met with some resistance, but Kirill Anderson, head of the State Archive of Socio-Political History (RGASPI) which included the Komintern archives, was in favour of it and he was supported by Vladimir Kozlov, head of the Russian Federal Archives Agency (Rosarhiv). For them, it was an opportunity to modernise and open up the archives.”

Access to archives

“If the most important ICA project was the publication of the *Guide to the Sources for the History of Nations*, and the most significant global initiative was the setting up of the regional branches, I think that the ongoing objective of the ICA has been to facilitate the accessibility of archives. It is the unifying idea which provides the central thread. At the first Congress, in 1950, access liberalization was the subject of a resolution, and thereafter it was on the agenda of all ICA meetings. After the Second World War, the general rule was one of access after 50 years. This period was, by consensus, and also because of pressure from historians, reduced in an increasing number of countries, to 30 years, with the exceptions required for protection of public and private interests. But access issues were evident in multiple contexts: the publication of the *Guide to Sources* was one of these, and the Komintern project another. It is a permanent concern and lies at the heart of ICA’s work.”

Never give up!

The achievement of these successful cooperative projects is something of which Charles Kecskeméti is most proud; if he has any regrets, it would be that he wasn’t able to undertake the projects relating to climate archives and to the reconstitution of archives in Poland.

Asked about the future of the profession, and for any advice for young professionals today, when everything is digital in a globalized world, he replies, without hesitation:

“Above all, safeguard the academic nature of the profession. Never abandon the link with history, and with historical research. And don’t sacrifice it all on the altar of management!”

Oral testimony recorded by Jens Boel and Perrine Canavaggio, 23 May 2019.
jens.boel3@gmail.com, pcanavaggio80@gmail.com
Translated by Margaret Procter.

¹¹ German historian specialising in Latin-America (Brazil).

Los archivos para no tener que mentir

Jens Boel y Perrine Canavaggio con Charles Kecskeméti

« Me convertí en archivero, porque no quería mentir ». Es Charles Kecskeméti quien así nos habla, en aquella hermosa tarde de mayo, en su casa de Antony al sur de París. Responsable de la secretaría del Consejo internacional de los Archivos (ICA) durante 41 años, entre 1957 y 1998, ha visitado un centenar de países en tanto que « Monsieur ICA », para promover el desarrollo mundial de las políticas y de las prácticas archivísticas. Nos cuenta cómo se convirtió en archivero tras hacer la carrera de historia, su primera pasión. « Enseñar mentiras no era posible para mí y, como historiador en Hungría, en el comienzo de los años 50, tal hubiera sido mi destino. »

Los inicios

Charles Kecskeméti nació en Budapest el 19 de agosto de 1933, de padres profesores de idiomas (alemán, francés e inglés). Después de enseñar algunos años en el Liceo judío de Budapest, su padre fue contratado por el diario *Pester Lloyd*, donde se hizo cargo de los asuntos internacionales. El 19 de marzo de 1944, Hungría fue ocupada por los alemanes. Junto con otros periodistas judíos, fue llevado al final de abril a un campo de detención, siendo deportado en junio a Auschwitz, desde donde no volvió nunca. Con la ayuda de algunos « Justos entre las naciones », la madre de Charles pudo organizar su supervivencia en la clandestinidad, así como la de sus tres hijos, en Budapest. Charles Kecskeméti sigue acordándose del sitio de la ciudad por las tropas soviéticas y rumanas que la liberaron. El sitio duró desde finales de 1944 hasta mediados de febrero de 1945. « Vivíamos escondidos en una casa bombardeada por ambos lados, aunque no en medio, donde estábamos. Después de tal experiencia, no he vuelto a temer los riesgos físicos. »

Al cabo de un primer año en la universidad, en economía política, se matricula en historia en la Facultad de Letras de Budapest, eligiendo la carrera de archivero en el tercer curso. No se ha arrepentido nunca de esta elección y su oficio lo ha colmado de satisfacción. Al finalizar la carrera, en 1955, hace un período de prácticas en Sopron, cerca de la frontera con Austria, siendo destinado luego como archivero adjunto en los Archivos departamentales de Pest.

El encuentro con Charles Braibant

Así pues, a los 22 años, Charles Kecskeméti se convierte en archivero para no tener que mentir. Pero no en un archivero cualquiera, puesto que tuvo la oportunidad de pasar 18 meses

en Francia, entre agosto de 1946 y enero de 1948, junto con sus dos hermanas, de acuerdo con el deseo de su madre y en el marco de un programa financiado por varios organismos. Tras conseguir el certificado de estudios primarios en junio de 1947, pasó un trimestre en un liceo, en Saint-Germain-en-Laye. Así es como llegó a dominar el francés y, por este motivo, le pidieron en junio de 1956 asistir en calidad de intérprete a Charles Braibant, director general de los Archivos de Francia y presidente de honor del ICA, el cual había venido a Hungría para el bicentenario de los Archivos nacionales. En tales condiciones, convivió con él durante las sesiones del Congreso y en el momento de la excursión a la ciudad de Eger.¹

« Año era un hombre extraordinario. Tenía una personalidad atractiva y una inteligencia brillante. Su característica más destacada era su extremada amabilidad. Me lo llevé a la isla Margarita² donde se podía hablar sin ser escuchado y vigilado. Allí le hablé de la situación política en Hungría. En aquel momento formaba parte de un grupo de estudiantes e investigadores de la Facultad de Historia que se llamaba el Club Kolkhoze (del nombre que daban los clientes habituales a la cervecería del barrio del castillo de Buda, donde este grupo solía reunirse). Allí se hablaba constantemente de política. Después del XX Congreso del Partido Comunista de la Unión soviética que había oficializado la desestalinización en febrero de 1956, hubo un cierto deshielo en el bloque soviético, tanto en Hungría como en otros países, y resultó más fácil reunirse y discutir. Se lo conté todo a Charles Braibant y, por ello, quedó menos sorprendido que los demás occidentales cuando estalló la revolución húngara en octubre de aquel mismo año. »

Charles Braibant le invitó a venir al *stage* técnico internacional de los archivos que iba a desarrollarse entre enero y abril de 1957 en los Archivos Nacionales de Francia. Esta invitación sería fundamental en la trayectoria de Charles Kecskeméti, después de la revolución húngara.

La revolución de 1956

« No hubo nada en todos los eventos, y en la primera manifestación del 6 de octubre, 17 días antes de que estallara la revolución. Era una pequeña manifestación de un centenar de personas que tuvo lugar con motivo del solemne funeral de László Rajk, que, tras haber sido ejecutado en 1949 por traidor a la clase obrera (en uno de los procesos al estilo de los de Moscú), había sido rehabilitado en 1956. Se conmemoraba también la condena a muerte, en 1849, de trece generales del ejército revolucionario por los austríacos después del fracaso de la revolución [de 1848]. Teníamos dos ofrendas florales y llevamos una al monumento del presidente del Consejo [Batthyány], ejecutado el mismo día. Recelábamos una intervención de la policía, pero no hubo nada.

El 23 de octubre tuvo lugar la manifestación de solidaridad con los polacos y, el 4 de noviembre, la intervención de los rusos. Durante la revolución, se le encargó al grupo Kolkhoze vigilar las armas que estaban en el sótano de la Facultad de Historia. Cuando quisimos volver allí tras haber llevado a un periódico un papel por publicar, no pudimos hacerlo, porque el pequeño bulevar se encontraba bajo el fuego de los tanques soviéticos. Pedimos asilo en un hogar estudiantil. Al final de octubre me fui a Sopron para tomar

1 Situada a un centenar de kms de Budapest, Eger es famosa por sus excelentes vinos.

2 Situada a orillas del Danubio, entre Buda y Pest.

contacto con los estudiantes de la Escuela de aguas y bosques y ver a mi antiguo jefe en el Archivo, que había venido a ser presidente del consejo revolucionario de la ciudad.» Como no se atrevía a volver a su domicilio, Charles Kecskeméti, después de pasar algunos días en casa de su tío, tuvo que tomar el camino del exilio. Llegó primero a Austria, donde fue alojado en una de las habitaciones de huéspedes de la Dirección General de los Archivos Estatales. Luego, con la ayuda de la Embajada de Francia, tomó el tren para París.

La llegada al ICA

«Al llegar a París, el 25 de noviembre, llamé inmediatamente a Charles Braibant. Acto seguido me invitó a comer en su casa». Con su ayuda, el joven exiliado consigue, a partir de enero de 1957, un puesto de contratista individual en el Archivo del Ministerio de la Francia de Ultramar. Durante los primeros meses, desempeña este cargo, en tanto que participa, como previsto, en el *stage* técnico internacional. Al final del *stage*, ingresa como archivero contratista en los Archivos nacionales, siendo destinado al Servicio de las relaciones internacionales, dirigido en aquel entonces por Albert Mirot (1902–1984). Aprende el oficio con Robert-Henri Bautier (1922–2010), complementando la formación recibida en Hungría con Iván Borsa (1917–2006).³ En la Universidad Paris 1 Panthéon-Sorbonne, defenderá su tesis doctoral sobre el liberalismo húngaro⁴ en 1980.

Charles Kecskeméti, puesto a disposición del ICA en junio de 1957, inició entonces el compromiso de toda una vida en el seno de esta organización.

« Cuando llegué al Consejo Internacional de los Archivos, no había secretaría. Se celebraron tres congresos sucesivos en 1950 (en París), 1953 (en La Haya) y 1956 (en Florencia). Fueron unos grandes momentos, con la participación de centenares de archiveros, muy en contra de la idea preconcebida según la cual el ICA hubiera sido una manera de pequeño club reservado a los archiveros nacionales. La primera Conferencia internacional de la mesa redonda de los archivos (CITRA) fue organizada en París en 1954. La idea procedía de Miguel Bordonau⁵ y Charles Braibant fue quien la creó. La revista *Archivum* existía ya desde 1950, lo mismo que el comité de terminología, establecido a iniciativa de Robert-Henri Bautier, quien publicó el primer léxico Elsevier. En cambio, no había secretaría de verdad y yo fui el que tuvo que crearla. Al principio no estaba más que yo, aunque podía contar con unos voluntarios de gran calidad. Luego, me dieron una asistente,⁶ lo cual fue un alivio y me permitió dedicar más tiempo a la labor profesional. »

Charles Kecskeméti empezó encargándose de la bibliografía internacional de *Archivum* y desde 1958, tras la partida de R. H. Bautier, pasó a ser redactor adjunto y luego redactor de esta revista que le resultó fundamental. Aquel mismo año se puso en marcha el proyecto que considera como el más importante entre los que lanzó el ICA, la *Guía de fuentes para la historia de las naciones*, de la que fue administrador y cuya publicación, que consta de 60 volúmenes, fue iniciada a comienzos de los años 60, prosiguiendo hasta 1990.

3 Director del centro nacional de los archivos de Hungría entre 1950 y 1957.

4 Ha sido publicada veinte años después con el siguiente título: *Le libéralisme hongrois. 1790–1848*, Paris, Honoré Champion, 2010.

5 Director general de los archivos y bibliotecas de España entre 1947 y 1951.

6 Annick Carteret quien ha trabajado para el Consejo internacional de Archivos entre 1975 y 2015.

« La *Guía* fue pensada como un instrumento para acompañar y ayudar a las antiguas colonias en su camino hacia la independencia. Esta labor archivística e histórica, llevada a cabo por el ICA con la ayuda y bajo los auspicios de la UNESCO, ha desempeñado un papel significativo en el proceso de la descolonización. En mi opinión, se trata de la mayor realización del ICA.

Durante los primeros decenios, la UNESCO fue el socio por excelencia del ICA. Allí se decidió desde 1946 la creación del Consejo y, en 1948, se encargó a un comité la preparación del primer congreso. Las dificultades que originó la decisión de considerar los archivos como unas instituciones no cubiertas por las bibliotecas desaparecieron con la llegada de Alfred Wagner.⁷ Me pidieron ofrecerle el cargo y, con esta finalidad, fui a Alemania. Nuestras relaciones se volvieron estrechas y yo solía trabajar diariamente con él, en constante cooperación, para los grandes proyectos financiados por la división Cultura. Después trabajé con su sucesor, Frank B. Evans. Los años Wagner y Evans fueron la Edad de oro de la cooperación entre el ICA y la UNESCO. »

Lea acciones importantes

«Una de las acciones emblemáticas fue la creación de las escuelas archivísticas, y especialmente la de Dakar. La UNESCO y el ICA compartían la voluntad de ayudar a los países en vías de desarrollo. Para el ICA se trataba también de profesionalizar el oficio de archivero. Empezamos a ocuparnos del proyecto de la escuela de Dakar en 1967, y fui a Senegal a realizar una misión el año siguiente. Luego, el proceso prosiguió durante algunos años antes de concluir con la apertura, en 1971, de la sección archivos de la escuela que, por aquel entonces, solo se dedicaba a la formación de bibliotecarios. El presidente Leopold Senghor estaba personalmente interesado, y desde muy cerca, en el proyecto. Recuerdo haber ido a verle con Jean-François Maurel⁸ y Amadú Busso, el director de la escuela. Tenía una gran curiosidad intelectual. Al principio, no nos habló en absoluto de los archivos y luego, cuando se enteró de que era húngaro, me hizo unas preguntas sobre las lenguas ugrofinesas. Afortunadamente, yo acababa de leer un pequeño manual sobre el particular y así pude contestar a sus preguntas. A continuación hablamos de la escuela archivística y manifestó su apoyo. Me dio la impresión de que veía la creación de esta escuela como un elemento en la construcción de la nación. Tenía interés en la profesión. Inauguró la Conferencia general sobre la planificación del desarrollo de los archivos en el Tercer Mundo, celebrada bajo sus auspicios en Dakar, en enero de 1975. Abú Diuf, Primer ministro de Senegal, apoyaba también nuestra acción para el desarrollo de los archivos en África.

Entre las demás acciones importantes emprendidas por el ICA en estrecha colaboración con la UNESCO, conviene mencionar los estudios RAMP (acrónimo inglés del *Records and Archives Management Programme* o sea Programa de la UNESCO para los archivos), iniciados en 1979. Procedía la idea de Frank B. Evans, responsable de este programa hasta 1984. Los estudios RAMP siguieron publicándose hasta los años 90, con el objetivo de contribuir al desarrollo de las políticas y actividades de los archivos por el mundo entero. La experiencia pertinente procedía del ICA. Estos estudios abarcaban la totalidad de los campos de los archivos, las cuestiones técnicas, las normas y las tecnologías, así como los grandes desafíos políticos como la preservación y la comunicación. Creo que se puede decir que estos textos

7 Alfred Wagner (1919–2008) tuvo a su cargo el programa de los archivos (Programme Specialist in Archives) en la UNESCO entre 1968 y 1975.

8 Director de los Archives del Senegal entre 1954 y 1976.

se han convertido en documentos de referencia, muy utilizados también para la formación en el mundo entero, tanto en los países desarrollados como en los países en vía de desarrollo.

Huelga decir que hubo muchas más actividades importantes, entre las cuales algunas podrían inspirar todavía hoy a la comunidad internacional de los archiveros. Un ejemplo es la cuestión de los contenciosos archivísticos y la restitución eventual de los archivos. Esta cuestión ha suscitado varios estudios detallados del ICA, particularmente al final de los años 70 y en los comienzos de los años 80.

En tanto que la *Guía de fuentes* es, en mi opinión, el proyecto más importante llevado a buen puerto por el ICA, la iniciativa global más significativa es la creación de las ramas regionales. Fue el experto holandés radicado en Malasia, F.P.J. Verhoeven, quien tuvo esta idea, y yo fui a Kuala Lumpur en 1968 para encontrar a Alwi Jantan, el director de los Archivos nacionales. La primerísima rama fue la del Sureste asiático, creada en 1968, y a la que siguieron la del Este y Sur de África y la de los países árabes. Cinco ramas funcionaron desde 1976 y cuatro más fueron creadas entre 1981 y 1993. Aquello fue muy importante, porque las ramas regionales eran las que hacían el ICA realmente universal, asegurándole un anclaje en todas las regiones y casi todos los países del mundo. Las ramas así creadas tendrían que responder a los retos profesionales en los países del «Sur», o sea los países en vías de desarrollo.

La idea de las secciones procedió después de las asociaciones profesionales que querían contrarrestar el peso de los Archivos nacionales en el seno del ICA. Las primeras fueron la Sección de las asociaciones profesionales de archiveros (SPA) y la Sección de archiveros de las organizaciones internacionales (SIO), ambas creadas en 1976. »

La Guerra Fría y el ICA

« Mi planteamiento fue siempre el de la eficacia y del pragmatismo. Necesitábamos conseguir que los archiveros trabajaran juntos sobre proyectos concretos. No creo que mi historia personal haya suscitado problemas en el contexto de la Guerra fría. Solo, quizás, una sola vez, antes del congreso del ICA en Moscú en 1972, cuando el director general de los archivos de la URSS, Gennadi Belov, exigió mi despido. Finalmente, fue él quien fue despedido y sustituido... En efecto, era difícil tener como presidente del ICA a un profesional que diferenciara los archivos de los países socialistas de los de los países capitalistas. Y he mantenido excelentes relaciones con su sucesor, Filip Ivanovitch Dolgih,⁹ quien fue nombrado en su lugar antes del Congreso e iba a presidir el ICA hasta el congreso de Washington, en 1976.

Las relaciones más estrechas fueron las que establecimos con Hungría, Polonia y Yugoslavia. Fueron un poco más distantes con Checoslovaquia. Con la RDA [antigua República Democrática Alemana], fueron facilitadas por el hecho de que Klaus Oldenhege, vice-presidente del Bundesarchiv,¹⁰ tenía a su cargo los contactos con Potsdam. Las discusiones que mantuve con los colegas de Alemania oriental en 1986 me dieron para pensar que la reunificación se haría dentro de un futuro próximo.

El derrumbe de la URSS y del bloque soviético provocó un cambio radical en la estrategia y las prioridades del ICA. Los dos problemas mayores por tratar en adelante fueron la democratización de los archivos y la modernización, especialmente tecnológica. La cuestión se complicaba debido a que en todos los regímenes comunistas – con excepción de China –

⁹ Director del museo histórico de Moscú, en el momento de su nombramiento a la cabeza de los Archivos estatales de la URSS.

¹⁰ Tesorero del ICA entre 1985 y 2000.

había una doble red de archivos – la del Partido y la del Estado – porque el sistema archivístico soviético había sido retomado por las democracias populares. Por consiguiente, era preciso a la vez arreglar el caso de los archivos del Partido ya desaparecido y definir una política de accesibilidad normal para los demás archivos, poniendo fin al régimen del secreto. En este contexto se desarrolló la cooperación con el Consejo de Europa. En todas partes los archivos del Partido fueron depositados en los Archivos nacionales y la liberalización del acceso fue consagrada por la Resolución (2000)¹³ del Consejo de Europa, primer texto intergubernamental en este campo.

El proyecto de digitalización de los archivos del Komintern estaba también en el corazón de esta colaboración. Con Bernhard Bayerlein,¹¹ propusimos a los rusos utilizar el software elaborado para el Archivo general de Indias de Sevilla. El proyecto, contrario a su cultura de la opacidad, suscitó varias resistencias, pero Kirill Anderson, responsable del Archivo estatal de la historia sociopolítica, que conservaba los fondos del Komintern, era favorable y contó con el apoyo de Vladimir Kozlov, jefe de la Agencia federal de los Archivos de Rusia (Rosarhiv). Se les ofrecía una oportunidad para modernizar y abrir los archivos. »

El acceso a los archivos

« Si el proyecto más importante del ICA ha sido la publicación de la *Guía de fuentes para la historia de las naciones*, y la iniciativa global más significativa, el establecimiento de las ramas regionales, creo que el objetivo permanente del ICA ha sido facilitar el acceso a los archivos. Se trata de una idea unificadora que constituye un hilo conductor. Desde el primer congreso, en 1950, la liberalización del acceso ha sido objeto de una decisión y, más adelante, ha figurado en el orden del día de todas las reuniones del ICA. Después de la Segunda Guerra mundial, la regla general de acceso era el plazo de 50 años. De manera bastante consensual y bajo la presión de los historiadores, este plazo general ha sido reducido a 30 años en un número creciente de países, con las necesarias excepciones para proteger los intereses públicos y privados. Pero los problemas de acceso seguían presentes de muchas maneras: la publicación de la *Guía de Fuentes* era uno de ellos, y el proyecto Komintern, otro. Se trata de un reto que siempre ha estado y sigue estando en el corazón de la acción del ICA. »

¡No abandonar nunca!

Haber conseguido aquellos éxitos colectivos es el mayor motivo de orgullo para Charles Kecskeméti y, si tuviera que lamentar algo dentro de lo sucedido, sería no haber podido llevar a buen puerto el proyecto de archivos del clima, así como no haber emprendido la reconstitución de los archivos de Polonia.

Si se le pregunta sobre el porvenir de la profesión y los consejos que podría dar a los jóvenes profesionales de hoy, a la hora del todo digitalizado y de la globalización, contesta sin vacilar:

« Asegurarse sobre todo en mantener el carácter científico de la profesión. No renunciar nunca al enlace con la historia y la investigación histórica. ¡Y no sacrificarlo todo en el altar del management ! »

Testimonio recogido por Jens Boel y Perrine Canavaggio el 23 de mayo de 2019

jens.boel3@gmail.com, pcanavaggio80@gmail.com

Traducción de Jean Canavaggio.

11 Historiador alemán especializado en Latinoamérica (Brasil).